

---

## Dompter les « tigres étrangers »

La croisade anti-monopole de la Chine contre les entreprises multinationales

**Samson Yuen**

Traducteur : Florent Chevallier

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6965>  
ISSN : 1996-4609

**Éditeur**

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

**Édition imprimée**

Date de publication : 10 décembre 2014  
Pagination : 57-63  
ISBN : 979-10-91019-13-2  
ISSN : 1021-9013

**Référence électronique**

Samson Yuen, « Dompter les « tigres étrangers » », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2014/4 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 28 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6965>

---

© Tous droits réservés

Synthèse de presse du **cefc**

# Dompter les « tigres étrangers »

## La croisade anti-monopole de la Chine contre les entreprises multinationales

SAMSON YUEN

Trente ans après le début de la politique de « réforme et d'ouverture », la Chine appliquait enfin en 2008 sa première loi anti-monopole, une décision applaudie par un cabinet juridique international comme un « immense pas en avant » qui propulsait le pays « directement dans le monde moderne de la lutte contre les monopoles et du droit de la concurrence »<sup>(1)</sup>. Cependant, du fait de la nouveauté de cette loi en terrain chinois, peu de gens s'attendaient à ce que le pays se mette soudain à la faire respecter avec entrain. Depuis 2013, les régulateurs anti-monopole chinois sont devenus très actifs, utilisant la loi pour lancer des enquêtes et faire payer de lourdes amendes à des associations industrielles, des fabricants étrangers d'automobiles, des lunettiers, et des fabricants de lait infantile, tout en justifiant les « perquisitions » des compagnies choisies. Parmi leurs cibles de premier plan, figurent nombre d'entreprises multinationales qui jouissaient jusque-là d'une situation confortable en Chine. Confrontées à une application rigoureuse des règles, les compagnies étrangères et les chambres de commerce se plaignent que les régulateurs fassent une utilisation sélective de la loi contre les sociétés étrangères et que les enquêtes manquent de transparence et de respect de l'État de droit. D'autre part, les régulateurs chinois se présentent comme étant impartiaux envers les compagnies nationales comme étrangères, et estiment qu'ils ne font qu'appliquer purement et simplement la loi anti-monopole afin de créer un terrain égal pour les compagnies domestiques et étrangères, bénéfique au consommateur chinois, et rapprocher la Chine de l'État de droit.

En partant de cette controverse, nous avançons qu'au moins deux facteurs expliquent l'émergence de l'activisme anti-monopole de la Chine. D'abord, l'État chinois poursuit une politique industrielle visant à encourager l'innovation locale et faire naître des champions nationaux grâce à toute une palette d'outils de régulation. Dans ce contexte, l'application de la loi anti-monopole se révèle être un outil important de sa politique, non seulement afin d'encourager la libre concurrence, mais aussi pour servir *de facto* d'instrument interventionniste afin de faire pression sur les entreprises étrangères pour qu'elles baissent leurs prix et les obliger à contribuer au développement du marché chinois et à celui des compagnies locales. Deuxièmement, l'agressivité croissante dans la mise en œuvre de la politique anti-monopole se nourrit peut-être de la compétition interne et des luttes politiques intestines parmi les trois organismes de régulation, qui cherchent tous à accroître leur capital politique dans le climat politique incertain qui règne actuellement. Cet article démontrera que les plaintes qui en découlent, provenant de compagnies étrangères et d'associations professionnelles qui s'estiment visées de manière sélective ne sont pas totalement sans fondement. Afin de démontrer que l'application de la loi se fait avec impartia-

lité, les régulateurs chinois doivent faire preuve de leur force et de leur volonté en s'attaquant avec fermeté aux pratiques monopolistiques des entreprises domestiques – particulièrement celles des puissantes entreprises d'État.

### La Loi anti-monopole et son application récente

Après presque 15 années de préparation, la Loi anti-monopole (LAM, *Anti-monopoly Law* en anglais) chinoise était finalement promulguée en août 2007 et entrait en vigueur un an plus tard<sup>(2)</sup>. Considérée comme la « Constitution économique » de la Chine, la LAM est la première loi exhaustive chinoise sur la concurrence à traiter de problèmes tels que le contrôle des fusions, les ententes oligopolistiques et les abus de position dominante. Ses buts affichés incluent la protection de la concurrence de marché et les intérêts légitimes des consommateurs, et par-dessus tout, la protection de l'intérêt général et la promotion de l'économie socialiste de marché. Trois organismes gouvernementaux sont chargés de faire respecter cette loi. La Commission nationale pour le développement et la réforme (CNDR), principale agence de planification chinoise en charge du contrôle administratif de l'économie, a pour mission la surveillance des pratiques monopolistiques d'établissement des prix dans le cadre de la Loi sur les prix (1997). L'Administration d'État pour l'Industrie et le Commerce (AEIC) traite les pratiques monopolistiques sans lien avec les prix. Enfin, le ministère du Commerce est responsable de la vérification des fusions et des monopoles dans ce qui relève du commerce extérieur. En dehors de ces trois agences étatiques, le Conseil des Affaires d'État a mis en place la Commission anti-monopole. Organe de consultation et de coordination sans réels pouvoirs de mise en œuvre, cette commission est chargée d'organiser, de coordonner et de superviser les activités liées à la LAM.

Pendant les premières années après l'entrée en vigueur de la loi, les régulateurs chinois sont restés largement inactifs dans sa mise en œuvre. Excepté le blocage par le ministère du Commerce de l'acquisition du groupe Huiyuan Juice par Coca-Cola en 2009 et les tentatives au coup par coup de la CNDR et de l'AEIC de sanctionner les associations industrielles et les entreprises locales pour pratiques monopolistiques, la portée des enquêtes est restée régionale, et l'étendue des investigations et des amendes est demeu-

1. « New Chinese Anti-Monopoly Law », *Jones Day*, octobre 2007.

2. *Loi anti-monopole de la République populaire de Chine*, ministère du Commerce de la République populaire de Chine, août 2007, disponible en anglais sur <http://english.mofcom.gov.cn/article/policyrelease/announcement/200712/20071205277972.html> (consulté le 31 octobre 2014).

rée modeste. Toutefois, depuis 2013 et l'arrivée de Xi Jinping à la tête du Parti, les régulateurs chinois sont devenus proactifs et ont redoublé d'efforts pour éliminer les pratiques monopolistiques. Au début de l'année 2013, la CNDR a infligé des amendes aux fabricants chinois de liqueurs Wuliangye et Kweichow Maotai pour un total de 449 millions de yuans pour imposition du prix de revente. Le champ des enquêtes s'est par la suite étendu pour couvrir les sociétés étrangères. Six fabricants coréens et taiwanais de dalles LCD reçurent une amende de la CNDR de 353 millions de yuans pour s'être regroupés en un cartel international et s'être entendus sur les prix. Puis en août 2013, six autres compagnies produisant du lait infantile, se voyaient infliger une amende de 669 millions de yuans pour imposition du prix de revente – une seule d'entre elles n'avait pas de capitaux étrangers. En février 2014, la CNDR lançait une enquête visant le fabricant américain de puces électroniques Qualcomm, un fournisseur clé du secteur local des télécommunications, sur des soupçons de surfacturation de ses clients. En mai 2014, cinq lunettiers étrangers, dont Johnson & Johnson et Nikon devaient payer 19 millions de yuans de pénalités pour manipulation des prix.

Une vague d'activisme anti-monopole visant principalement les entreprises étrangères s'intensifia alors que la LAM fêtait son sixième anniversaire. Au début du mois d'août 2014, dans le cadre des investigations anti-monopole visant les constructeurs automobiles, la CNDR rendit une visite surprise à Mercedes-Benz, le fabricant de voitures de luxe du groupe Daimler AG, dans ses bureaux de Shanghai, où des fonctionnaires interrogèrent des cadres supérieurs et confisquèrent des ordinateurs. Une semaine plus tard, l'agence annonçait des amendes contre Audi (250 millions de yuans) et Chrysler (32 millions de yuans) ainsi que des pénalités pour un total de 1,2 milliard de yuans contre 12 fabricants japonais de pièces détachées pour automobiles. À peu près au même moment, l'AEIC, qui jusqu'à jouait un rôle moins actif que la CNDR, passa sur le devant de la scène en menant deux séries de perquisitions coordonnées. Parmi les cibles, figuraient les bureaux d'Accenture à Dalian, une entreprise de conseil étrangère fournissant des services financiers à Microsoft.

### **L'application des règles anti-monopole comme élément du techno-nationalisme chinois**

Alors que l'intensification des enquêtes anti-monopole prouvait la confiance croissante des autorités chinoises dans leurs capacités à réguler le marché grâce à la LAM, l'attention particulière portée aux marques multinationales mettait aussi en lumière la méfiance de longue date nourrie par la Chine contre les compagnies étrangères. Bien que l'ouverture de la Chine aux investissements directs étrangers (IDE) ait grandement contribué à ses performances économiques exceptionnelles, le gouvernement chinois se montre de plus en plus méfiant vis-à-vis de la présence de sociétés étrangères alors que le Parti communiste cherche à construire un marché de consommation intérieure et soutenir la solidité des acteurs locaux. Les marques étrangères sont souvent accusées de surfacturer les consommateurs chinois, qui doivent alors payer plus cher que ceux d'autres pays pour les mêmes biens<sup>(3)</sup>. De plus, l'inquiétude concernant la corruption des entreprises étrangères opérant en Chine grandit. Les autorités chinoises ont saisi la justice contre, par exemple, les dirigeants du géant minier australo-britannique Rio Tinto pour espionnage industriel et corruption en 2009<sup>(4)</sup>, et plus tard contre ceux de la compagnie pharmaceutique britannique

GlaxoSmithKline suite à des soupçons de pots-de-vin pour stimuler ses ventes auprès d'hôpitaux, de médecins et d'institutions du secteur de la santé<sup>(5)</sup>.

Une source peut-être plus importante de la méfiance trouve son origine dans les inquiétudes grandissantes selon lesquelles les entreprises étrangères pourraient être dangereuses pour la sécurité nationale et les intérêts de la Chine. Ce genre d'inquiétudes concerne particulièrement le secteur de l'information et de la technologie, qui est considéré par la direction du Parti comme une industrie stratégique pour le développement du pays<sup>(6)</sup>. La Chine a longtemps soutenu que le pays devait réduire sa dépendance aux fournisseurs de technologies étrangers pour protéger ses secrets d'État et développer son propre secteur technologique. Cette idée a été renforcée en 2013 après qu'Edward Snowden, un prestataire privé des services secrets américains, a rendu publics des documents concernant le programme d'espionnage mondial des États-Unis, qui ont révélé le piratage systématique de cibles chinoises par l'Agence nationale de la sécurité (NSA) américaine. La Chine profita de ces révélations pour protester contre les tentatives américaines de cyber-attaques de grande échelle. En forme de réplique, le ministère américain de la Justice accusa nommément cinq *hackers* de l'Armée populaire de libération (APL) chinoise de piratage informatique et d'espionnage économique. Les conséquences de ces tensions au sujet du cyber-espionnage se firent vite sentir dans les relations entre le gouvernement chinois et les compagnies technologiques étrangères opérant dans le pays. À la fin de l'année 2013, huit compagnies technologiques américaines, dont Microsoft, Cisco, Oracle et Intel étaient désignées et mises au pilori par les médias officiels comme étant les huit « guerriers protecteurs » (*bada jinggang* 八大金剛) collaborant avec le gouvernement américain. Un rapport publié par le *China Economic Weekly*, un magazine dépendant du *Quotidien du peuple*, le porte-voix de l'État, établissait la liste des projets que ces sociétés menaient avec des agences ou des entreprises de l'État, insinuant qu'elles tentaient d'infiltrer le gouvernement chinois et les réseaux d'affaires et d'information tout en conservant de forts liens avec le gouvernement américain<sup>(7)</sup>.

Parmi ces « guerriers protecteurs », Microsoft a été particulièrement ciblé par les autorités, et ce depuis bien avant les perquisitions de juillet et août 2014. Inquiet que la dépendance envers les produits de Microsoft le rende vulnérable à des failles de sécurité, le gouvernement chinois a essayé de migrer vers d'autres systèmes d'exploitation et logiciels, comme Linux, tout en annonçant le développement d'un système d'exploitation national<sup>(8)</sup>. Faisant suite à une prétendue plainte émanant de l'industrie, l'AEIC lança une enquête contre Microsoft en juin 2013 pour des problèmes de compatibilité, de vente liée et de documents d'identification de son système d'exploitation Windows et des logiciels Office, suite à des accusations de

- Adam Jourdan, « Starbucks under media fire in China for high prices », *Reuters*, 21 octobre 2013 ; Kevin Yao et Matthew Miller, « China accuses Qualcomm of overcharging, abusing dominance », *Reuters*, 19 février 2014.
- David Barboza, « China Sentences Rio Tinto Employees in Bribe Case », *The New York Times*, 29 mars 2010.
- « Bribery by GSK China was coordinated at company level: Xinhua », *Reuters*, 3 septembre 2013.
- « China to nurture 7 new strategic industries in 2011-2015 », *Xinhua*, 27 octobre 2010.
- « Meiguo "bada jinggang" sentou Zhongguo da qidi » (Enquête sur les « huit guerriers protecteurs » de l'Amérique qui infiltrent la Chine), *China Economic Weekly*, vol. 24, 2013, [http://paper.people.com.cn/zgjjzk/html/2013-06/24/content\\_1259857.htm](http://paper.people.com.cn/zgjjzk/html/2013-06/24/content_1259857.htm) (consulté le 24 octobre 2014).
- Adam Segal, « China has a history of not trusting Microsoft on cybersecurity », *Council on Foreign Relations*, 30 juillet 2014 ; « China targets own operating system to take on likes of Microsoft, Google », *Reuters*, 24 août 2014.

violation de la réglementation chinoise anti-monopole. En mai 2014, la centrale d'achats du gouvernement central annonçait qu'elle allait interdire l'utilisation de Windows 8 sur les nouveaux ordinateurs du gouvernement dans le but d'assurer la sécurité informatique à la suite de l'annonce de Microsoft de son intention de mettre fin au service après-vente de Windows XP<sup>(9)</sup>. Après les perquisitions de juillet et août, l'AEIC a publié un communiqué « avertissant officiellement » Microsoft qu'il lui fallait respecter la loi chinoise et « ne pas interférer avec l'enquête, ni l'entraver par quelque moyen que ce soit »<sup>(10)</sup>.

La peur vis-à-vis de la technologie étrangère s'est répandue à d'autres produits, comme les marques étrangères d'anti-virus, dont l'américain Symantec et le russe Kaspersky qui furent exclus des listes de vendeurs de logiciels approuvés par les services d'achat du gouvernement par crainte qu'ils puissent être utilisés en instruments de cyber-espionnage<sup>(11)</sup>. Même les produits Apple à la mode attirèrent l'attention des prudentes autorités gouvernementales. En juillet 2014, la chaîne de télévision d'État CCTV diffusa un reportage prétendant que l'iPhone d'Apple constituait une menace pour la sécurité nationale à cause de son application de géolocalisation, une allégation qu'Apple réfuta catégoriquement<sup>(12)</sup>. Bloomberg rapporta que la CNDR et le ministère des Finances exclurent dix produits Apple – dont les tablettes iPad et les ordinateurs portables MacBook – des listes d'achat du gouvernement par crainte pour la sécurité<sup>(13)</sup>. Changement peut-être le plus symbolique entre tous, la Première dame chinoise, Peng Liyuan, qui avait été photographiée par la presse avec un iPhone à la main en juin 2013, a changé de téléphone pour un Nubia Z5 mini, un modèle fabriqué par l'équipementier chinois ZTE, comme l'a montré une photographie datée de mars 2014<sup>(14)</sup>.

Alors que les sommets d'hostilité exprimés à l'encontre des compagnies étrangères pourraient apparaître comme une nouvelle mode, il s'agit en fait de l'expression d'un vieux techno-nationalisme niché au cœur de la politique économique chinoise. Trouvant ses racines dans l'adage « l'apprentissage chinois comme essence, l'apprentissage occidental comme application » (*zhongti xiyong* 中体西用) de la fin des Qing, l'impératif pour la Chine de rattraper l'Occident en matière de science et technologie et les relations de ces dernières avec le développement national ont été des thèmes récurrents tout au long du xx<sup>e</sup> siècle. Ces thèmes s'exprimaient à l'époque maoïste dans les efforts entrepris par l'État-Parti pour stimuler les capacités locales afin de « dépasser la Grande-Bretagne et rattraper les États-Unis » (*chaoying ganmei* 超英赶美), puis pendant l'ère de « réforme et d'ouverture » de Deng Xiaoping en célébrant la science et la technologie comme constituant l'un des quatre piliers de la modernisation de la Chine. Ces objectifs ont continué à s'exprimer dans les politiques chinoises alors que le pays devenait l'une des premières économies mondiales. Depuis la moitié des années 2000, la Chine a mis en avant le principe-directeur de développer « l'innovation domestique » (*zizhu chuangxin* 自主创新) et l'a inscrit dans sa stratégie nationale qui place le développement scientifique et technologique au centre du rééquilibrage de la structure industrielle chinoise et de son modèle de développement<sup>(15)</sup>. En 2006, le Conseil des Affaires d'État lança le Plan de développement scientifique et technologique national de Moyen à Long terme (PML) dans le but de construire une industrie à vocation scientifique de premier plan d'ici à 2020, tout en aidant les sociétés chinoises à progresser dans la chaîne de valeur d'une production à forte main d'œuvre vers des produits de haute technologie<sup>(16)</sup>. Le plan comprend des programmes de recherche majeurs pour les 15 prochaines années et 27 technologies de pointe, tout en promettant d'offrir un traite-

ment préférentiel aux compagnies chinoises répondant aux appels d'offre gouvernementaux si elles possédaient les droits de propriété intellectuelle utilisés dans les processus de fabrication. En 2010, le Comité central annonça un plan pour développer sept industries stratégiques – toutes liées au domaine technologique –, notamment les technologies de l'information, les économies d'énergie et la protection de l'environnement, l'énergie, la biologie, la fabrication d'équipements haut de gamme, les matériaux, les voitures à énergies alternatives, en promettant de développer une politique de soutien en matière fiscale et financière, de guider la planification, et en finançant de grands projets étatiques pour en faire des industries pilier<sup>(17)</sup>.

## Une politique industrielle visant à obtenir des concessions des étrangers

À côté de sa ferme volonté de développer le secteur technologique, le gouvernement chinois a aussi démontré sa préférence pour les grandes sociétés et les entreprises capables de se tourner vers l'international. Des chercheurs ont depuis longtemps remarqué que la politique économique chinoise possède un penchant pour les industries à grande échelle, dans l'espoir de reproduire le schéma de développement de ses voisins d'Asie de l'Est comme le Japon et la Corée du Sud, où le soutien de l'État a joué un rôle-clé dans la construction de grandes entreprises puissantes sur le plan international. Depuis les années 1990, sous le slogan « attraper les gros et laisser filer les petits » (*zhuada fangxiao* 抓大放小), les concepteurs de la politique économique chinoise du Conseil des Affaires d'État ont commencé à créer des champions nationaux en sélectionnant 120 grands groupes d'entreprises dans des secteurs considérés stratégiquement importants, et les ont développés en leur fournissant un haut niveau de protection et un large soutien financier<sup>(18)</sup>. Des politiques semblables visaient aussi à mettre l'accent (*zhongdian* 重点) sur les grandes et moyennes entreprises<sup>(19)</sup>. Pendant ce temps, le système chinois de planification a subi une restructuration massive dans l'objectif de le rendre plus adapté aux transformations économiques et plus efficace dans la stimulation du développement<sup>(20)</sup>. En particulier, la CNDR, autrefois autorité centrale de planification, a pris le rôle de coordinateur macro-économique. Elle est à présent responsable de

9. « China excludes Windows 8 from government computers », *China Daily*, 20 mai 2014 ; Austin Ramzy, « China warns of risks in plan to retire Windows XP », *The New York Times*, 9 mars 2014.
10. Dan Levin, « China Tells Microsoft Not to Interfere With Inquiry », *The New York Times*, 4 août 2014.
11. Jim Finkle, « Beijing to bar Symantec, Kaspersky anti-virus in procurement: Report », *Reuters*, 3 août 2014.
12. « Frequent locations could leak state secrets », *The Guardian*, 14 juillet 2014.
13. « China said to exclude Apple from procurement list », *Bloomberg*, 9 août 2014.
14. Amy Li, « Peng Liyuan snapped using an iPhone despite China's war of words with Apple », *South China Morning Post*, 3 juin 2013 ; Chris Luo, « "Nubia", not iPhone, is Chinese first lady Peng Liyuan's latest choice of smart phone », *South China Morning Post*, 30 mars 2014.
15. James McGregor, « China's drive for "indigenous innovation": A web of industrial policies », *U.S. Chamber of Commerce Report*, février 2011.
16. Le texte chinois intégral du plan est disponible en ligne à l'adresse [www.gov.cn/jrzq/2006-02/09/content\\_183787.htm](http://www.gov.cn/jrzq/2006-02/09/content_183787.htm) (consulté le 20 octobre 2014) ; une traduction anglaise est disponible à l'adresse : [http://sydney.edu.au/global-health/international-networks/National\\_Outline\\_for\\_Medium\\_and\\_Long\\_Term\\_ST\\_Development1.doc](http://sydney.edu.au/global-health/international-networks/National_Outline_for_Medium_and_Long_Term_ST_Development1.doc) (consulté le 20 octobre 2014).
17. « China to nurture 7 new strategic industries in 2011-15 », *Xinhua*, 27 octobre 2010.
18. Peter Nolan, *China and the global economy: National champions, industrial policy and the big business revolution*, Londres, Palgrave Macmillan, 2001.
19. Dylan Sutherland, *China's large enterprises and the challenge of late industrialization*, New York, RoutledgeCurzon, 2003.
20. Sebastian Heilmann and Oliver Melton, « The Reinvention of Development Planning in China, 1993-2012 », *Modern China*, vol. 39, n° 6, 2013, p. 580-628.

questions telles que la planification macro-économique (dont la coordination des plans quinquennaux), l'approbation des projets et plans d'investissement, les prix des ressources, et l'allocation de fonds d'investissement.

L'intensification de l'application de la LAM aux sociétés étrangères ne devrait pas être considérée de façon isolée. Elle semble s'inscrire dans une longue série de mesures utilisées par les autorités chinoises pour développer les industries nationales et les protéger. Elle fait partie d'une large palette d'outils politiques, qui inclut des subventions de l'État, des prêts bancaires et un soutien à travers les politiques publiques et les marchés publics, dans le but de soutenir ou punir les entreprises aussi bien que pour exclure des concurrents étrangers puissants ou peu enclins à respecter les règles du jeu. Ces pratiques sont cohérentes avec la politique techno-nationaliste qui exige des sociétés étrangères qu'elles contribuent à l'économie chinoise en développant des technologies en Chine, en s'associant avec des firmes chinoises, en pratiquant le transfert de compétences, ou en faisant de leur contribution à l'économie chinoise un prérequis à l'accès aux consommateurs chinois. Comme Xu Kunlin, directeur général de la supervision des prix et du Bureau de lutte contre les monopoles au sein de la CNDP, le faisait remarquer de façon candide, « étant donné que la Chine en est encore au stade de rattrapage et de dépassement, la politique industrielle doit jouer un rôle critique dans le développement économique chinois »<sup>(21)</sup>.

Un résultat opportun de l'application de la LAM est de mettre les compagnies sous pression, de telle manière qu'elles baissent leurs prix en échange d'un traitement plus indulgent de la part des régulateurs. Mercedes-Benz, par exemple, a annoncé peu de temps après avoir reçu la visite surprise des régulateurs dans ses bureaux de Shanghai qu'elle baisserait de 15 % en moyenne les prix de plus de 10 000 pièces de rechange. Cette baisse suivait une réduction généralisée des prix de réparation et de maintenance qui avait eu lieu le mois précédent<sup>(22)</sup>. Le même type de mesures correctives ont également été prises par les fabricants automobiles japonais comme Toyota, Honda et Nissan sur les pièces détachées en réponse à la propagation des enquêtes anti-monopole envers l'industrie automobile, et par les producteurs de lait infantile étrangers comme Mead Johnson, Abbott ou Nestlé, en réponse aux amendes qui leur avaient été imposées<sup>(23)</sup>. En conséquence, même si l'objectif affiché d'établir une concurrence équitable sur le marché ne sera pas immédiatement atteint, les baisses de prix des produits des compagnies étrangères sont les conséquences premières et immédiates de l'application des règles anti-monopole. Une des raisons pourrait être liée au fait que la CNDP dispose depuis longtemps d'un mandat pour contrôler les prix sur le marché chinois. Dans ce contexte, l'application des règles anti-monopole apparaît simplement comme une mesure interventionniste permettant à ses fonctionnaires d'obliger les compagnies à casser les prix<sup>(24)</sup>. Il est vrai que le résultat pourrait bénéficier aux entreprises chinoises et au consommateur local qui paieront des prix plus bas aux vendeurs étrangers et entreprises extérieures pour les mêmes biens<sup>(25)</sup>. Mais d'autres observateurs croient que forcer les marques étrangères populaires à baisser leurs prix pourrait leur permettre de renforcer leurs parts de marché et en conséquence d'affaiblir les concurrents à bas coûts. Ces derniers ont prévenu les régulateurs qu'ils doivent considérer les implications à long terme et faire usage de solutions plus pertinentes, comme demander des changements dans les contrats et les relations avec les fournisseurs, plutôt que d'encourager simplement les réductions tarifaires<sup>(26)</sup>.

Deuxièmement, l'application de la législation anti-monopole sert à signaler aux compagnies étrangères qu'elles doivent apporter de la valeur au développement économique chinois au lieu de se contenter de profiter du pouvoir

d'achat des consommateurs chinois, un problème que les autorités chinoises prennent avec de plus en plus de sérieux. Pendant la phase de « réforme et d'ouverture », la Chine a toujours attendu des entreprises étrangères qu'elles procèdent à des transferts de technologie vers les compagnies locales comme preuve de leur engagement à la croissance et au développement de la Chine. Dans le domaine automobile, par exemple, on exige des constructeurs étrangers qu'ils créent une coentreprise avec un partenaire local et qu'ils partagent leur technologie, une condition préalable à la vente de voitures au consommateur chinois. Le PML, promulgué en 2006, a institutionnalisé ces exigences de transferts de technologie. Il demande aux sociétés étrangères qui veulent obtenir des contrats avec le gouvernement à s'engager à transférer leur technologie brevetée et leur propriété intellectuelle à leurs partenaires chinois. Pour reprendre les mots d'un spécialiste de la chaîne d'approvisionnement, « si la Chine n'a pas l'impression d'apprendre d'une entreprise, ou qu'une entreprise est seulement en train d'utiliser un avantage qu'elle a, le pays y mettra un terme, avec douceur ou brutalité (par exemple en instaurant des droits d'importation ou en lançant des enquêtes anti-corruption, ou plus subtilement en changeant les propriétaires de la coentreprise, en facilitant les échanges ou le mode d'imposition) »<sup>(27)</sup>.

Mais les compagnies étrangères se raidissent souvent face à ces exigences. Elles craignent que leur propriété intellectuelle et leurs secrets stratégiques ne soient communiqués à des acteurs chinois pendant le processus du transfert de technologie. Le PML était même défini par certains comme « un plan de vol de technologie à une échelle que le monde n'avait jamais vue », un indicateur clair de son caractère impopulaire au sein des compagnies multinationales<sup>(28)</sup>.

Néanmoins, malgré les protestations des compagnies étrangères, la Chine a continué à considérer les transferts de technologie comme le ticket d'entrée sur le marché chinois. Un rapport de 2006 de la CNDP affirmait que les investissements directs étrangers n'avaient pas procuré suffisamment de retombées à l'économie chinoise parce que les compagnies étrangères « abusent » (*lanyong* 滥用) des mesures de protection de leurs droits de propriété intellectuelle, ce qui entravait les possibilités des entreprises nationales de produire une innovation locale<sup>(29)</sup>. La position fermement défendue par le gouvernement chinois a même été inscrite dans la LAM. Son article 55 prévoit que la loi « s'appliquera à la conduite des opérateurs de commerce qui élimineraient la concurrence de marché ou la limiteraient en abusant de leurs droits de propriété intellectuelle »<sup>(30)</sup>. Bien que les références

21. « U.S. Firms Wary About China's Free-Market Claims », *The Wall Street Journal*, 1<sup>er</sup> août 2014.
22. Samuel Shen and Norihiko Shirouzu, « Daimler's Mercedes-Benz says assisting Chinese authorities in investigation », *Reuters*, 5 août 2014.
23. « Japanese car makers cut parts prices in China after anti-monopoly probe », *Reuters*, 9 août 2014.
24. « Unequal before the law? », *The Economist*, 23 août 2014.
25. « China using antimonopoly law to pressure foreign businesses », *The Wall Street Journal*, 4 août 2014.
26. « David Hoffman on anti-monopoly investigations into foreign companies in China », *The New York Times*, 11 août 2014 ; « Unequal before the law? », *The Economist*, 23 août 2014.
27. Roy Williams, « Has doing business in China just got too risky? », *Financial Times*, 11 août 2014.
28. David Abraham and Meredith Ludlow, « China's New Plan for Economic Domination », *The Atlantic*, 18 mai 2011.
29. « Fagawei youguan fuzeren jiu liyong waizi shiyiwu guihua da jizhewen » (Porte-parole pour la CNDP répondant aux journalistes concernant l'utilisation des investissements étrangers dans le 11<sup>e</sup> plan quinquennal), *Sina*, 9 novembre 2006, <http://finance.sina.com.cn/roll/20061109/15451031677.shtml> (consulté le 24 octobre 2014).
30. *Anti-monopoly Law of the People's Republic of China*, ministère du Commerce de la République populaire de Chine, août 2007, <http://english.mofcom.gov.cn/article/policyrelease/announcement/200712/20071205277972.html> (consulté le 31 octobre 2014).



au droit de la propriété intellectuelle soient régulièrement présentes dans les lois sur la concurrence de nombreuses juridictions à travers le monde, dans le contexte chinois, le terme « abus » de la LAM, très mal défini, laisse énormément de place à l'interprétation. Les régulateurs anti-monopole bénéficient donc de pouvoirs discrétionnaires pour décider comment appliquer la LAM et l'utiliser comme outil disciplinaire pour récompenser et punir les entreprises. Dans une certaine mesure, cela fait de la LAM un outil législatif au service d'objectifs administratifs comme par exemple amener les compagnies plus avancées technologiquement à procéder à des transferts de technologie, et sanctionner celles qui ne s'y soumettraient pas. Si les entreprises sont prêtes à accepter les conditions, à la fois formelles et informelles, des régulateurs chinois, elles peuvent échapper aux enquêtes ou obtenir des sanctions moins lourdes si elles font déjà l'objet d'enquêtes. En fait, les régulateurs anti-monopole chinois ont la possibilité de mettre fin à des enquêtes sans imposer d'amende pour peu que la partie contrevenante promette de changer ses pratiques. Ils possèdent également le pouvoir discrétionnaire d'adopter une approche plus flexible (plus arbitraire et opaque, aussi) quand ils ordonnent des sanctions. Ceci explique peut-être pourquoi Qualcomm a annoncé en juillet 2014 qu'elle engageait 150 millions de dollars dans un « fonds d'investissement stratégique » qui investirait dans des start-ups technologiques chinoises à tous les niveaux, et notamment celles des secteurs suivants : Internet, commerce en ligne, semi-conducteurs, éducation et santé<sup>(31)</sup>. D'autres compagnies ont cherché à obtenir l'accès au marché chinois en adoptant dès le début une stratégie compatible. LinkedIn, un réseau social pour les professionnels et les cadres, est un exemple notable de compagnie étrangère cherchant à jouer selon les règles du jeu locales. En tant qu'acteur bien positionné pour rendre le marché chinois de l'emploi plus efficace et donc stimuler l'économie, LinkedIn a des chances de jouir de plus d'autonomie pour trouver sa place sur le marché chinois étant donné son respect actif des règles<sup>(32)</sup>.

### Conflits politiques internes entre les régulateurs chinois

D'autres dynamiques viennent alimenter la poussée d'activisme anti-monopole de la part des autorités : les luttes intestines entre les régulateurs chinois compétents. Jamil Anderlini, chef du Bureau de Pékin du *Financial Times*, a soulevé ce point en suggérant que la campagne anti-monopole qui avait d'abord été menée par la CNDR « a plus à voir avec les luttes intestines au sein des institutions et les guerres politiques internes qu'avec un plan général pour expulser les investisseurs étrangers du pays »<sup>(33)</sup>. Comme le souligne Jamil Anderlini, la raison pour laquelle la CNDR avait appliqué la LAM de façon de plus en plus agressive était qu'elle était devenue « un des plus grands perdants institutionnels des réformes administratives introduites par M. Xi [Jinping] ». La CNDR, sans doute l'une des plus grandes bureaucraties chinoises, était la plus importante agence de planification économique du pays quand elle supervisait tout le processus d'autorisation, de planification et d'approbation des projets d'investissement et des Plans quinquennaux. Toutefois, ses pouvoirs ont été sévèrement rognés depuis la prise de pouvoir de Xi Jinping, en conséquence de la rationalisation du gouvernement et de la délégation de responsabilité vers les niveaux inférieurs (*jianzheng fangquan* 简政放权) aussi bien que du raccourcissement ou de la suppression des processus administratifs d'approbation. Après le Troisième plénum du 18<sup>e</sup> Comité central du Parti communiste chinois, le président Xi Jinping a pris personnellement la charge d'un nouveau Petit groupe dirigeant pour l'approfondissement des réformes, chargé de la supervision de la stratégie économique nationale, avec

la promesse de donner « un rôle décisif » aux forces du marché dans l'allocation des ressources. Ce groupe dirigeant grignota davantage les pouvoirs du Conseil des Affaires d'État et de la CNDR en gérant les affaires économiques du pays. Ces changements, affirme Jamil Anderlini, ont contribué au déclin du prestige de la CNDR au sein de la bureaucratie d'État, de même que de sa capacité à « obtenir des rentrées d'argent et des pots-de-vin ».

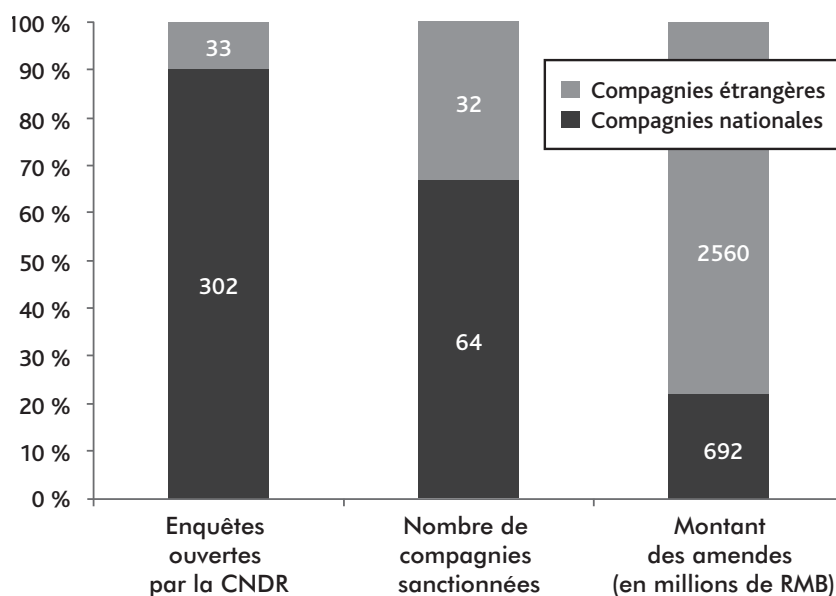
Pour regagner en importance aussi bien que pour adopter la vision de la réforme des marchés de Xi Jinping, la CNDR doit passer du stade d'agence de planification économique pataviale à celui de régulateur, de coordinateur économique agile, capable d'endosser un rôle plus en phase avec une économie chinoise conduite par les marchés<sup>(34)</sup>. Une des directions possibles que peut prendre la rénovation de la CNDR serait de réévaluer le rôle de l'agence pour en faire le principal régulateur anti-monopole du pays, rôle pour lequel elle possède une légitimité<sup>(35)</sup>. Cela explique pourquoi la CNDR est devenue dynamique dans l'application de la législation anti-monopole au cours des deux dernières années. Viser les marques étrangères connues est un moyen efficace de souligner le nouveau rôle de la CNDR parce que ces actions ont de grandes chances de faire les gros titres. Il est également facile de les utiliser pour montrer que la CNDR sert les intérêts des consommateurs chinois. Compte-tenu du regain d'activité de la CNDR dans la sanction des compagnies étrangères coupables de violation de la loi anti-monopole, le fait que l'AEIC se mette en valeur en lançant des enquêtes et des perquisitions contre Microsoft a favorisé les spéculations selon lesquelles les deux agences pourraient être en compétition pour mieux faire valoir leur utilité et efficacité, dans le cadre d'un débat plus large sur la nécessité de fusionner ou pas les agences en charge de l'application de la Loi anti-monopole<sup>(36)</sup>. En décembre 2013, le responsable anti-monopole de la CNDR, Xu Kunlin, déclarait au *China Daily* qu'il était favorable à la fusion des trois agences anti-monopole, dont les responsabilités se chevauchent, pour créer un organe gouvernemental chargé de l'application de la loi. Il citait aussi l'*incipit* du classique *Les Trois Royaumes* – « L'Empire, longtemps divisé, doit s'unir » – dont l'histoire raconte les luttes de pouvoir de trois royaumes combattants pour la domination dans la Chine post-Han<sup>(37)</sup>. Si l'ambition de Xu Kunlin est vraiment de faire de son agence le seul organe anti-monopole du pays, alors les actions médiatisées de l'AEIC contre Microsoft constituent un obstacle majeur à la réalisation de son ambition.

### Plaintes de l'étranger et réponses de l'État

Quelles que soient les motivations et les dynamiques à l'œuvre derrière les récentes enquêtes anti-monopole, leur échelle et intensité a suffi à créer

31. Annonce par Qualcomm, 23 juillet 2014, [www.qualcomm.com/news/releases/2014/07/23/qualcomm-commits-150-million-strategic-venture-fund-china](http://www.qualcomm.com/news/releases/2014/07/23/qualcomm-commits-150-million-strategic-venture-fund-china) (consulté le 24 octobre 2014) ; Andrew Jacobs, Chris Buckley et Nick Wingfield, « With Microsoft in Sights, China Starts to Squeeze U.S. Tech Companies », *The New York Times*, 28 juillet 2014.
32. « To reach China, LinkedIn plays by local rules », *The New York Times*, 6 octobre 2014.
33. Jamil Anderlini, « Multinationals fret as China's antimonopoly probes intensify », *Financial Times*, 6 août 2014.
34. Peter Martin, « The Humbling of the NDRC: China's National Development and Reform Commission Searches for a New Role Amid Restructuring », *Jamestown Foundation China Brief*, vol. 14, n° 5, mars 2014.
35. Michael Martina and Benjamin Lim Kang, « China's state planning body grows more assertive as revamp looms », *Reuters*, 2 mars 2014.
36. « Pandian fanlongduan anli: zhengshe chushou, sanda zhifa jigou yuequan? » (Récapituler les enquêtes anti-monopole : se battre pour frapper, et trois autorités en charge de l'application outrepassant leurs prérogatives ?), *The Paper*, 9 août 2014, [www.thepaper.cn/newsDetail\\_forward\\_1260550\\_1](http://www.thepaper.cn/newsDetail_forward_1260550_1) (consulté le 22 octobre 2014).
37. « China's antitrust investigators 'using threats and bullying' against companies », *South China Morning Post*, 16 septembre 2014.

## Graphique 1 – Enquêtes ouvertes et amendes infligées par la CNDR (2010-2014)



Source: Commission nationale pour le développement et la réforme

une onde de choc parmi toute la communauté des entreprises étrangères implantées en Chine. Deux études récentes menées par des associations professionnelles américaines ont illustré les inquiétudes grandissantes selon lesquelles les compagnies américaines étaient la cible d'une croisade anti-monopole dirigée par Pékin. Celle réalisée par le Conseil économique États-Unis - Chine (US-China Business Council) montre que 86 % de ses sociétés-membres sont préoccupées par l'application de la législation anti-monopole par Pékin, et que 30 % craignent que la loi soit utilisée contre elles. Elles s'inquiètent que la LAM ait été votée plus pour protéger l'industrie domestique chinoise que pour encourager la libre concurrence, et que la loi ne soit utilisée que pour obliger les compagnies étrangères à casser les prix<sup>(38)</sup>. Une seconde, réalisée par la Chambre de commerce américaine de Pékin, a conclu que 60 % des répondants pensent que les entreprises étrangères sont moins bienvenues en Chine qu'auparavant, en hausse de 41 % par rapport à l'année précédente. Entre temps, près de la moitié des répondants ont déclaré avoir été la cible des campagnes anti-monopole ou anti-corruption<sup>(39)</sup>. Plus tôt, en avril 2014, la Chambre de commerce américaine avait envoyé une lettre privée au Secrétaire d'État John Kerry et au Secrétaire du Trésor des États-Unis Jacob Lew. La missive exhortait Washington à adopter une position inflexible sur le sujet des poursuites anti-monopole car le « gouvernement chinois a exploité la LAM pour favoriser le producteur chinois et faire avancer une politique industrielle qui encourage les entreprises nationales »<sup>(40)</sup>. Dans le même registre, la Chambre de commerce européenne en Chine s'est plainte que « les compagnies étrangères soient ciblées de manière disproportionnée »<sup>(41)</sup>. Des observateurs se sont plaints du manque de transparence et de respect des procédures et de l'utilisation de menaces et de la force par les régulateurs pour contraindre les dirigeants à admettre leurs fautes<sup>(42)</sup>. De plus, les résultats des enquêtes et les pénalités suivent souvent des règles opaques et ne sont dévoilés que de manière incomplète, ou alors après une très longue période<sup>(43)</sup>. Tout ceci a encore exacerbé les préoccupations des entreprises étrangères au sujet de leurs activités à long terme en Chine. Coin-

cidence, le montant des investissements directs étrangers en Chine est depuis récemment en déclin, ce qui pourrait bien être le reflet de ces inquiétudes<sup>(44)</sup>.

Les médias d'État chinois ont répondu à cette psychose naissante en déclarant que leurs détracteurs avaient mal compris la nature des enquêtes anti-monopole chinoises. Dans un article intitulé « Why is the US making a fuss over China's antitrust campaign? » (Pourquoi les États-Unis s'agitent-ils au sujet de la campagne anti-monopole chinoise), le *Quotidien du peuple* expliquait que les enquêtes anti-monopole de la Chine ne justifient pas ces réactions excessives de la part des États-Unis, insistant sur le fait que les lois et règlements anti-monopole s'appliquaient de la même manière aux compagnies étrangères et domestiques<sup>(45)</sup>. Chiffres d'une réunion sur l'avancement des travaux tenue par les trois régulateurs à l'appui, l'article annonçait que parmi les 335 entreprises et associations industrielles qui avaient fait l'objet d'enquêtes de la CNDR, seules 33 étaient étrangères. Il ajoutait que les enquêtes récentes contre Microsoft et Tetra Pak ne constituaient que deux des 39 dossiers de l'AEIC, le reste mettant donc en cause des sociétés et organisations chinoises. L'article concluait en rappelant que la Chine n'était pas le

seul pays appliquant une législation anti-monopole, mettant en avant le fait que le ministère de la Justice américain a lancé près de 100 enquêtes en 2013, et critiquant une indignation « à deux vitesses » lorsque les mêmes actions étaient menées en Chine. Les régulateurs chinois ont rappelé ailleurs qu'ils avaient ciblé des géants nationaux tels que China Telecom et China Unicom pour pratiques anti-monopolistiques sur le marché des connexions internet haut-débit, exemple démontrant l'égalité de traitement entre compagnies nationales et étrangères – même si ces deux cas n'ont pas donné de résultats concrets, probablement en raison de pressions exercées en haut lieu<sup>(46)</sup>.

### Les lois anti-monopole sont-elles appliquées équitablement ?

Alors que les compagnies étrangères ne comptent que pour une petite partie des enquêtes anti-monopole ouvertes, la proportion n'est pas la même en ce qui concerne le montant des amendes infligées par les régulateurs chinois. Comme le montre le graphique 1, près de 80 % du total des amendes annoncées par la CNDR ont été infligées à des entreprises étrangères, même si elles ne représentent que 10 % des enquêtes. La moyenne des amendes infligées à des sociétés étrangères pour violation de la législation anti-mo-

38. « U.S. companies fear growing protectionism in China », *Business Week*, 3 septembre 2014.

39. *Ibid.*

40. « China's latest anti-trust probes receive protectionism concerns », *Reuters*, 7 août 2014.

41. « Unequal before the law », *The Economist*, 23 août 2014.

42. « China's antitrust investigators "using threats and bullying" against companies », *South China Morning Post*, 16 septembre 2014.

43. « China antitrust regulator discloses penalties to boost transparency », *South China Morning Post*, 8 septembre 2014.

44. « Foreign Direct Investment in China Declines », *The Wall Street Journal*, 17 juin 2014.

45. « Why is the US making a fuss over China's antitrust campaign? », *Quotidien du peuple* (version anglaise), 22 septembre 2014.

46. « Unequal before the law », *The Economist*, 23 août 2014.

nopole se monte à environ 80 millions de yuans par société, huit fois le montant moyen demandé aux compagnies domestiques.

De plus, on recense un certain nombre de témoins rapportant des « tactiques d'intimidation administrative » mises en œuvre par les régulateurs lors des enquêtes anti-monopole. Un récit racontait comment les avocats des compagnies étrangères étaient « réunis dans une pièce » et avertis par un fonctionnaire de la CNDP de « ne pas contester les résultats de l'enquête au risque de se retrouver avec des pénalités très importantes ». On a demandé à d'autres de ne pas venir accompagnés de leurs avocats, de ne pas contester les enquêtes devant la justice, ou de ne pas impliquer leur gouvernement ou Chambre de commerce respectifs<sup>(47)</sup>. Reuters a décrit cela comme « une culture de l'intimidation sous la direction du Directeur général Xu Kunlin », citant des avocats qui déclaraient que le Bureau anti-monopole utilisait « de manière courante des méthodes officieuses – depuis les menaces personnelles jusqu'aux excuses forcées et aux coups de tête » – pour faire respecter les règles anti-monopole. L'article comparait même ces méthodes à celles des Gardes rouges pendant la Révolution culturelle, ce qui est généralement une accusation sérieuse d'activité mafieuse<sup>(48)</sup>. Même les observateurs locaux remettent en question la légalité des enquêtes anti-monopole. Liu Xu, un chercheur chinois en droit, a soulevé neuf problèmes posés par la campagne dans un article en trois parties, en utilisant comme exemple les enquêtes visant Qualcomm. Ces problèmes incluent l'application de la loi au-delà de la compétence de l'agence, l'usage des mauvaises clauses juridiques, le manque de preuves, les restrictions posées aux droits de la défense et au droit à un procès, le manque de communication d'informations, la discrétion excessive concernant les punitions administratives, les doutes concernant l'indépendance de l'agence, l'application sélective et subjective du droit, et la marche au ralenti de la Commission anti-monopole<sup>(49)</sup>.

Tout ceci laisse à penser que l'égalité de traitement entre les entreprises nationales et étrangères par le système de régulation anti-monopole chinois est au moins sujet à questionnement. Pour défendre cette affirmation, les régulateurs chinois doivent faire preuve d'équité non seulement dans leur volonté ou leurs tentatives d'enquêter à la fois sur les acteurs étrangers et nationaux, mais aussi pendant le processus d'enquête et lors de l'annonce de ses résultats. Les autorités chinoises doivent également démontrer qu'elles veulent vraiment poursuivre les acteurs nationaux puissants. Des observateurs jettent déjà le doute sur les raisons qui font que les enquêtes ne visent pas les puissantes entreprises d'État aux réseaux très développés, particulièrement au moment où la Chine s'est lancée dans un plan visant à consolider environ 150 entreprises d'État en 80 à 100 grandes sociétés<sup>(50)</sup>. Le rédacteur en chef du *South China Morning Post*, Wang Xiangwei, par exemple, s'est demandé sur Twitter si le regard des enquêteurs anti-monopole se portera sur le « monopole évident de PetroChina et Sinopec »<sup>(51)</sup>. Bien que le principe de la défense de l'intérêt public inscrit dans la LAM puisse devenir une protection supplémentaire pour les entreprises d'État, les régulateurs chinois doivent sortir les crocs en s'attaquant aux protections et en combattant toutes les pratiques monopolistiques, qu'elles soient l'œuvre de sociétés étrangères ou nationales.

## Conclusion

Au cours des deux dernières années, les régulateurs anti-monopole chinois ont peu à peu gagné en confiance dans l'application de la Loi anti-monopole, votée il y a six ans. En lançant des enquêtes retentissantes à l'encontre d'un grand nombre de compagnies étrangères et en leur imposant des pé-

nalités exorbitantes, la Chine démontre son intolérance croissante envers les malversations des étrangers en Chine et une volonté grandissante de réprimander les acteurs du marché conformément aux réglementations nationales. Toutefois, comme le montre cet article, l'application des mesures anti-monopole s'est montrée inséparable de motivations et de dynamiques qui n'ont rien à voir avec la libre concurrence. Elle s'est nourrie d'un sentiment techno-nationaliste profondément ancré pour lier développement scientifique et technologique avec le bien-être national, et pour développer les entreprises technologiques nationales jusqu'au plus haut niveau mondial. Les mesures anti-monopole font partie d'une série de mesures de régulation – voire interventionnistes – pour obliger les compagnies étrangères à baisser leurs prix et les faire contribuer de manière plus tangible à l'économie chinoise, d'un point de vue chinois, de telle manière que les sociétés nationales puissent en bénéficier. Vu sous cet angle, l'application de la LAM reflète l'utilisation que fait l'État chinois de ses « mains visibles » (*kandedjian de shou* 看得见的手), en association avec les mains invisibles (*kanbujian de shou* 看不见的手) du marché<sup>(52)</sup>. Ce faisant, les régulateurs anti-monopole ne se comportent pas en « régulateurs » au sens traditionnel, mais comme des régulateurs qui jouent un rôle beaucoup plus actif dans la définition du processus de développement national, et qui possèdent leurs propres intérêts privés et font leurs calculs pour survivre et être performants au sein du système politique.

Alors qu'il est effectivement inexact d'affirmer que les entreprises étrangères sont visées de manière disproportionnée par des enquêtes, il serait tout aussi inexact de dire que les autorités de régulation ont traité équitablement sociétés étrangères et nationales, et que le processus d'enquête est transparent et respectueux de l'État de droit. Pour faire la preuve du contraire, les régulateurs anti-monopole chinois ne devraient pas seulement respecter les procédures légales lors des enquêtes et améliorer la transparence tout au long du processus, ils devraient également sortir de leur zone de confort et adopter une attitude plus dure envers les puissantes et disproportionnées entreprises d'État qui possèdent des caractéristiques monopolistiques évidentes. Agir de cette manière ne serait cependant pas seulement une tâche politiquement ardue – à la lumière des puissants groupes d'intérêt de la bureaucratie de l'État-Parti –, mais, paradoxalement, entrerait en conflit avec l'ambition de la CNDP de devenir le plus grand et l'unique régulateur anti-monopole de Chine.

■ Traduit par Florent Chevallier.

■ Samson Yuen est doctorant en politique à l'Université d'Oxford et assistant de recherche au CEFC ([samson.yuen@sant.ox.ac.uk](mailto:samson.yuen@sant.ox.ac.uk)).

Cette synthèse de presse est compilée à partir d'une sélection des revues de presse bimensuelles du CEFC, disponibles sur [www.cefc.com.hk](http://www.cefc.com.hk).

47. *Ibid.*

48. « "Mr. Confession" and his boss drive China's antitrust crusade », *Reuters*, 15 septembre 2014.

49. « Pandian fanlongduan anli: zhengshe chushou, sanda zhifa jigou yuequan? » (Récapituler les enquêtes anti-monopole : se battre pour frapper, et trois autorités en charge de l'application outrepassant leurs prérogatives ?), *The Paper*, 9 août 2014, disponible à l'adresse [www.thepaper.cn/newsDetail\\_forward\\_1260550\\_1](http://www.thepaper.cn/newsDetail_forward_1260550_1) (consulté le 22 octobre 2014).

50. « SOE trim-down collides with antitrust law », *The Economic Observer Online*, 4 août 2008.

51. George Chen, « Antitrust or anti-foreigner in China? », *South China Morning Post*, 11 août 2014.

52. « Visible and invisible hands », *China Daily*, 30 mai 2014.